

DÉFINITIONS QUE SIGNIFIENT LES MOTS!

LÉGISLATION DU TRAVAIL

La législation du travail comprend les règles juridiques concernant la syndicalisation et la négociation avec les employeurs. Certaines législations du travail sont avantageuses pour les travailleurs, beaucoup sont avantageuses pour les employeurs.

Les lois provinciales du travail régissent la plupart des travailleurs. Les travailleurs dans certains secteurs, comme les télécommunications et les compagnies aériennes, sont régis par la législation fédérale (Canada) du travail.

Dans le monde entier, les travailleurs luttent en faveur d'une législation du travail raisonnable qui permet de simplifier la formation de syndicats et de favoriser la protection des travailleurs. Autrefois, toute activité syndicale était jugée comme un acte criminel au Canada. En 1872, une grève des imprimeurs de Toronto (durant laquelle nombre d'entre eux ont été emprisonnés et congédiés) a engendré une législation qui a légalisé les syndicats et apporté une certaine protection aux travailleurs.

Des entreprises et les gouvernements pro-patronaux sont en train de changer la législation afin d'affaiblir les syndicats, de réduire les salaires et d'accroître les profits des entreprises.

FORMULE RAND

Après la Seconde Guerre mondiale, les travailleurs canadiens et de la plupart des autres pays ont redoublé d'efforts pour mettre fin à l'exploitation et se sortir de la pauvreté. De nombreuses grèves ont eu lieu dans tout le Canada. L'importante grève des travailleurs de l'automobile à Windsor en 1945 a été réglée par un juge, Ivan Rand. Les principales dispositions de l'entente (connues sous le nom de la Formule Rand) ont établi le cadre de la législation du travail au Canada.

Puisque tous les travailleurs d'un milieu de travail syndiqué profitent de l'appartenance à un syndicat, la Formule Rand exigeait d'eux qu'ils payent des cotisations syndicales même s'ils n'avaient pas choisi d'adhérer au syndicat. (Il y avait quelques exceptions.) Durant la même période, les syndicats ont accepté de ne pas déclencher de grève tant qu'une convention collective (contrat syndical) est en vigueur. Bien que la Formule Rand ait été une victoire importante, il demeure encore de nombreux obstacles à la syndicalisation.

ADHÉSION SYNDICALE OBLIGATOIRE

Tous les travailleurs bénéficient de l'adhésion syndicale, par conséquent, les syndicats ont toujours lutté pour que l'adhésion soit obligatoire – la condition requise que tous les travailleurs d'un milieu de travail syndiqué doivent adhérer au syndicat.

RETENUE DES COTISATIONS SYNDICALES

La retenue des cotisations syndicales est le paiement de cotisations syndicales en tant que déduction des chèques de paie des travailleurs.

LÉGISLATION DU « DROIT AU TRAVAIL »

Aux États-Unis, un ensemble de lois antisyndicales extrêmes défendues par des politiciens pro-patronaux s'appelle la Loi du « droit au travail ». Les principales caractéristiques de la loi sur le droit au travail sont :

- Les travailleurs d'un milieu de travail syndiqué peuvent quitter leur syndicat et (ou) arrêter de payer leurs cotisations syndicales.
- Les employeurs ne sont pas requis de déduire les cotisations syndicales des chèques de paie des travailleurs.
- Les activités politiques des syndicats sont soit interdites ou restreintes.
- Les gouvernements affaiblissent les syndicats en leur imposant de nombreuses règles qui sont restrictives, coûteuses et prennent beaucoup de temps.

La législation du « droit au travail » affaiblit les syndicats. Ceci se traduit en une réduction des salaires à la fois pour les travailleurs syndiqués et non syndiqués. Cela signifie également qu'il est plus difficile pour les syndicats de s'opposer aux salaires moins élevés et aux compressions dans les services publics.

Le gouvernement Conservateur de Stephen Harper a initié la présentation d'une telle législation. D'autres forces conservatrices dans tout le Canada, y compris le chef conservateur de l'Ontario Tim Hudak, cherchent également à introduire ces lois hostiles aux travailleurs.

PROGRAMME D'AUSTÉRITÉ

Le programme d'austérité est le programme politique des riches : des grandes banques et des entreprises ainsi que des politiciens qui les protègent. L'austérité punit les 99 % plus pauvres pour les excès des 1 %. « L'austérité » signifie vivre avec moins, mais le programme d'austérité des riches exige seulement que ce soit les travailleurs qui vivent avec moins (salaires moindres, privatisation et réduction des services publics). L'austérité cause de grands préjudices aux communautés qui sont déjà confrontés à des barrières raciales et à d'autres formes d'exclusion.

AUTRES DÉFINITIONS

CAMPAGNES INTERNES

Les campagnes internes comprennent des activités au sein même d'un syndicat. Elles renforcent le syndicat en augmentant la sensibilisation et l'activité des membres. Les campagnes internes préparent le syndicat en vue de la négociation collective et tout autre défi impliquant l'employeur. Ces campagnes préparent également les syndicats en vue de campagnes publiques importantes comme la campagne pour faire échouer les attaques de Stephen Harper/Tim Hudak.

CAMPAGNES EXTERNES

Les campagnes externes sont des campagnes publiques. Elles font participer les alliés des travailleurs et éduquent le public. Les campagnes externes comprennent les élections, le lobbying, la publicité, les manifestations, les grèves, la musique, le théâtre et bien d'autres activités et tactiques.